

« Le MANIFESTE »

« Une Génération, sa Mission et son Cheval de bataille »

« À chaque époque de l'histoire d'une nation, il y a des circonstances qui déterminent la mission des générations qui se succèdent. Chaque génération doit non seulement identifier sa mission, mais aussi et surtout, choisir entre l'accomplir ou la trahir »

D'entrée de jeu, il me semble utile de rappeler qu'à la veille de la proclamation de notre indépendance coloniale, il existait déjà plusieurs formations politiques et plusieurs ethnies en Guinée. À l'époque, les tensions politiques et ethniques étaient même plus intenses qu'elles ne le sont aujourd'hui. Cependant, lorsqu'il fut question de faire campagne pour voter entre « OUI » ou « NON » lors du référendum d'autodétermination du 28 septembre 1958 censé sceller l'avenir de la Guinée à celui de l'empire français, il est très important de bien souligner que toutes les divergences politiques et ethniques ont immédiatement disparu pour ne faire place qu'à une position unique en Guinée, celle en faveur de l'indépendance immédiate. À ce moment précis de notre histoire naissait la « NATION GUINÉE » ; à ce moment précis de notre histoire naissait « **le rêve guinéen** ». Le « **Rêve Guinéen** » traduit donc l'audace, le courage, la dignité, la solidarité et l'unité avec laquelle les différents peuples qui composent notre nation ont accepté de se lancer ensemble, comme tout peuple digne et libre, dans l'aventure d'autogouvernance. Le « **Rêve Guinéen** » fut ci-atrayant qu'il libèrera deux ans plus tard, notamment en 1960, l'ensemble des peuples de l'Afrique Occidentale du joug dégradant de la colonisation. Du fait de ce « **Rêve Guinéen** », il ressort que la principale caractéristique de tous fils et toutes filles digne de la Guinée est d'abord « *la liberté de choisir, la liberté de penser, la liberté de s'autogouverner, la liberté, la liberté et encore la liberté* ».

Mes cher(e)s compatriotes, par devoir de reconnaissance, permettez-moi, au nom de tous ces guinéens et de toutes ces guinéennes qui sont nés libres sur leur propre territoire, de saluer ici à sa juste valeur l'audace et le sacrifice des pères fondateurs de notre nation. Dans son ensemble, le « Peuple de 1958 » fut un grand peuple qui a consenti un énorme sacrifice pour nous léguer une chose pour laquelle certains peuples se battent depuis des siècles sans l'obtenir : la Liberté. Le « Peuple de 1958 » est la meilleure génération de guinéens que nous n'ayons jamais connus. C'est un peuple plein de vertus qui a non seulement su reconnaître sa mission historique, mais aussi et surtout, qui a accepté de payer le prix. Le grand peuple du 28 septembre 1958 mérite une reconnaissance éternelle. Il doit demeurer notre première référence.

Par ailleurs, il est aussi utile de reconnaître que si l'époque des indépendances fut euphorique et glorieuse pour les peuples d'Afrique en général, et de Guinée en

particuliers, elle est cependant restée très éphémère car allait s'annoncer la longue, douloureuse et très rude école de l'autogouvernance. En dépit du fait qu'il a été salué, plus haut, l'audace et le sacrifice des pères fondateurs de notre nation, cependant, par le fait de ces mêmes précurseurs, le « Peuple de 1958 » a vécu durant 26 années les dérives totalitaires et tyranniques d'un Parti-État à l'essai de l'autogouvernance. C'est le lieu ici, au nom de l'humanisme et du sacrifice démocratique, de saluer humblement et d'honorer dignement la mémoire de tous ces hommes et de toutes ces femmes qui ont été victimes du Parti-État en Guinée.

Au bout des 26 années de la première république, il serait un peu exagéré d'affirmer qu'aucune leçon ne fut tirée par le peuple de Guinée. Ne serait-ce que le bannissement du communisme suicidaire et la reconversion politique et économique vers le libéralisme peuvent être qualifiés de « leçons tirées » par la deuxième république. Cependant, nous conviendrons tout de même que si des leçons furent tirées, il apparaît clairement qu'elles n'ont pas du tout été suffisantes car, en 24 années de gouvernance, les dérives totalitaires et la faillite socioéconomique de la deuxième république annoncent des lendemains encore très sombres pour toute une génération de guinéennes et guinéens : **la nôtre**.

A-L'état des lieux après 50 années d'autogouvernance

L'État social est totalement absent en Guinée:

- *Au niveau de la santé publique* : non seulement plus de 55% de la population n'a pas accès à la santé pour les maladies primaires, mais de plus, le système de santé publique n'aura jamais été autant inefficace par manque de compétences, d'infrastructures et d'équipements. Même pour une simple fracture au bras les patients qui ont les moyens effectuent un voyage sanitaire dans la sous-région. Sans compter la propagation effrénée des épidémies de Sida, du paludisme, du choléra et de la fièvre typhoïde qui continue à faire des victimes considérables parmi nos populations.
- *Au niveau du système éducatif* : alors que les ressources humaines sont le premier facteur de progrès en ce 21^{ème} siècle, l'école guinéenne continue à occuper le rang de bon dernier dans la sous-région ouest-africaine. De plus en plus d'écoles ferment les portes dans les zones rurales, les abandons avant le lycée et l'université s'accroissent, les programmes scolaires sont caduques, les enseignants sont de plus en plus misérables et les infrastructures scolaires complètement sinistrées. Alors que nous vivons dans un monde d'information, aucune politique publique n'est encore menée pour intégrer l'apprentissage des langues étrangères et de l'outil informatique dans nos écoles primaires. L'ensemble de ces carences fait que, à ce jour, le cadre guinéen demeure le moins compétitif dans la sous-région ouest-africaine.

- *Au niveau des canaux de communication et le transport public* : alors que la communication aérienne, maritime et routière est l'un des facteurs d'intégration de l'économie nationale et sous-régionale, la Guinée peine encore à avoir sa première autoroute, sa compagnie aérienne et son digne aéroport international. Quant au transport public, la population est laissée pour son compte dans un environnement de hausse continue des tarifs. Les dépenses de transport occupent plus de 20% du revenu des ménages, et plus de 45% pour ceux qui s'aventurent encore à utiliser leur véhicule.
- *Au niveau de la fourniture en eau, électricité et l'assainissement* : alors que l'eau potable est décrétée comme étant un droit par l'ONU, et que de grands cours d'eau de la sous-région prennent leur source dans le bassin guinéen, l'eau potable et l'électricité sont encore considérées comme un luxe par les populations guinéennes qui vivent dans une insalubrité sans précédent. Cet environnement conditionne l'accroissement des bidons-villes et des ghettos dans nos centres urbains. A ce jour, à peine 1 guinéen sur 70 possède sa propre maison, et parmi ceux qui en possèdent, moins de 30% ont une maison qui respecte les normes de salubrité.
- *Au niveau de l'ordre public et de la sécurité* : alors que la sécurité des biens et des personnes est le premier facteur de la santé d'une économie et de l'épanouissement de ses populations, en Guinée les tensions sociales et l'anarchie font loi. La loi n'a plus aucun sens et les libertés publiques complètement bafouées. L'armée guinéenne en tant que structure n'existe plus et les forces de l'ordre se sont reconverties en des mercenaires sous le poids de la misère. C'est ainsi que le crime organisé, le grand banditisme et le trafic de toutes sortes de stupéfiants trouvent leurs nids dans nos centres urbains.
- *Au niveau de la justice* : non seulement depuis la première république le peuple de Guinée n'a pas encore connu une justice crédible et souveraine, mais de plus, durant cette deuxième république, la justice guinéenne n'existe que pour les économiquement forts. Des affaires de répression, de viol et de criminalité économique et financière restent encore non élucidées.

De même, le constat reste très alarmant sur le plan économique :

- *L'administration publique et la corruption* : alors que les rapports du FMI et de Transparency International indiquaient que la Guinée est l'un des pays les plus corrompus en Afrique depuis 2006, la dispendieuse et inefficace administration publique guinéenne s'est transformée en une grosse machine de détournement de fonds et de biens publics, de marchandage des services publics les plus élémentaires et de trafic d'influence au plus haut sommet. La corruption ferait perdre ainsi plus de 400 millions de dollars par an à la Guinée.

- *L'inflation, le chômage et la pauvreté* : accumulant des déficits budgétaires non contrôlés et des dettes publiques supérieures au PIB, le financement par la planche à billets a fini par étouffer complètement l'économie réelle avec des taux d'inflation et de chômage avoisinant, respectivement, les 40% et 50%. Non seulement cette situation grippe le climat des affaires et décourage les investissements locaux et étrangers, mais de plus, elle plonge les populations dans une précarité et une misère inimaginable avec des revenus en dessous de 0.7 dollars par jour.
- *Le secteur primaire et la sécurité alimentaire* : complètement abandonné par les autorités publiques, en dépit de conditions naturelles favorables et d'une opportunité de production économiquement et socialement rentable, le secteur primaire guinéen apporte moins de 5% au PIB et détruit de plus en plus d'emplois, notamment en zone rurale. De ce fait, la Guinée enregistre un taux de dépendance à l'extérieur d'environ 80% pour des produits alimentaires élémentaires, entraînant du coup les populations dans une famine sans précédent.
- *Le secteur secondaire et les mines* : contributeurs à plus de 80% dans le PIB, le secteur des mines est le gros poisson de recettes publiques intérieures en Guinée. Cela est loin d'être une bonne nouvelle car, avec la totale absence d'une politique d'industrialisation, aucune industrie viable n'est implantée en plus de 52 années d'exploitation. Les mines, au lieu de renforcer le tissu industriel et bénéficier aux populations locales, n'ont fait que consolider et contribuer à la formation de classes kleptocrates et mafieuses qui ont fini de brader toutes les ressources naturelles de la Guinée.
- *Le secteur tertiaire* : avec les télécoms et le commerce, ce secteur est certainement celui qui a le plus bénéficié de l'orientation libérale de la deuxième république. En dépit du fait que c'est un secteur en expansion, cependant, une culture d'anarchie des affaires marque ce secteur de telle sorte que les consommateurs arrivent à peine à bénéficier de cette ouverture.

Guinéennes et guinéens, il est vrai que la dignité avec laquelle notre pays a acquis son indépendance coloniale est un capital impérissable, mais 50 années après le « NON du 28 septembre 1958 », la dure réalité est là : « *sous le poids cumulé des gouvernances médiocres des deux premières républiques, non seulement l'existence du citoyen guinéen est menacée, car son espérance de vie est en-dessous de la barre des 41 ans, mais de plus, aujourd'hui les fondements même de la nation guinéenne sont menacés à cause d'acteurs politiques sans repères qui font de la division ethnique leur première arme politique* ».

Par ailleurs, alors que la transition déclenchée le 23 décembre 2008 devrait être l'occasion inédite pour tirer les leçons des deux premières républiques et redonner

un nouveau sens au « **rêve guinéen** », cependant, tout au long de cette transition, non seulement aucun acteur n'a été tenu responsable du lourd bilan socioéconomique catastrophique des 24 dernières années de gouvernance, mais de plus, en décrétant contre le Peuple de Guinée une Constitution hyper obscurantiste et oppressive, il apparaît que « **l'establishment rétrograde et réactionnaire** » a plutôt choisi la voie de la continuité dictatoriale et oppressive.

Ce refus de l'establishment d'accepter toute démocratisation et tout changement au profit des populations guinéennes est un facteur qui interpelle et met face à ses responsabilités chaque guinéenne et chaque guinéen de notre « **Génération** » :

- *Voulons-nous tout simplement chercher à être du côté de ceux qui oppriment (l'establishment) au lieu de défendre les opprimés (le Peuple) ?*
- *Voulons-nous accepter une nouvelle dictature sur nos terres alors que la démocratie fleurie dans la sous-région et dans l'ensemble du continent ?*
- *Voulons-nous croiser nos bras et observer notre beau pays et notre grande nation se déchirer et se dissoudre?*
- *Quelle Guinée voulons-nous laisser aux prochaines générations (nos enfants et petits enfants) ?*

Mes très cher(e)s compatriotes, vous l'aurez définitivement compris, notre « **Génération** » est à un tournant décisif de l'histoire de la Guinée. Nous n'avons pas droit à l'échec car tout échec équivaut à la fin du « **rêve guinéen** », le pacte originel scellé en 1958 par les différents peuples de notre nation.

Il est désormais inutile de se voiler la face : « *chacun de nous aimerait connaître et vivre cette Guinée démocratique, développée et prospère à laquelle nous aspirons tous. Mais j'espère que je ne vous décevrais pas en affirmant que rare sont ceux parmi nous qui connaissons et vivons cette Guinée. C'est une question de réalisme. Tous ce que nous pouvons faire, c'est de **changer le cours de l'histoire** : c'est-à-dire, être moins égoïste que nos parents pour permettre aux prochaines générations (nos enfants et petits enfants) de connaître et vivre cette Guinée démocratique, développée et prospère à laquelle nous aspirons. Pour ce faire, comme le Peuple de 1958 a su le faire, notre GÉNÉRATION doit s'armer de vertus et accepter de payer le prix* ».

Mes très cher(e)s compatriotes, « **changer le cours de l'histoire** », en voilà une mission noble et exaltante que chaque guinéenne et chaque guinéen de notre GÉNÉRATION doit s'estimer honoré d'y être invité par le destin. Cette mission est si noble et si-exaltante qu'il n'aurait nécessité aucune disposition particulière pour la mener à terme. Mais le fait est que « *l'establishment rétrograde et réactionnaire* » continue encore à croire que le pouvoir ne peut être exercée qu'au détriment de la majorité des populations guinéennes ; il continue à croire que les richesses

nationales ne sont suffisantes que pour alimenter ses réseaux clientélistes et mafieux ; il continu à croire qu'il y a des guinéens qui ont droit au bien-être et des guinéens qui n'ont droit qu'à la misère ; il continu à croire que le Peuple de 1958 est la pire génération que la Guinée n'ai jamais connue.

Mes très cher(e)s compatriotes, nous sommes dos au mur et il n'est plus l'heure de fuir l'ennemi. Cet « *establishment rétrograde et réactionnaire* » est le principal obstacle à l'accomplissement de la mission de notre GÉNÉRATION. Il s'est illustré à plusieurs reprises au cours des dernières années, notamment lors des insurrections populaires de juin 2006 et de janvier 2007 qui ont enregistré plusieurs centaines de victimes innocentes. Pour accomplir notre mission, c'est-à-dire « **changer le cours de l'histoire en Guinée** », notre GÉNÉRATION doit lutter contre cet establishment et le vaincre.

Le challenge est ci-important que des millions de jeunes guinéennes et guinéens, complètement démobilisés sous le poids de l'oppression socioéconomique et politique, préfèrent s'apitoyer sur leur sort en espérant des miettes du régime dictatorial. Ce comportement fataliste qui se repend telle une épidémie dans notre GÉNÉRATION est fort logique car il faut bien reconnaître que l'ennemi est puissant et dispose de tous les avantages financiers et matériels imaginables pour confisquer le pouvoir du peuple. Cependant, mes cher(e)s compatriotes, ne l'oubliez jamais : ***quelque soit la puissance de l'establishment, il s'avère que, non seulement il n'est pas « tout puissant », mais de plus, de tout temps, jamais une GÉNÉRATION ne s'est retrouvée confrontée à un challenge au-dessus de ses moyens.*** Si une GÉNÉRATION échoue à sa mission, c'est tout simplement qu'elle n'a pas su s'organiser pour lutter. Parce que notre GÉNÉRATION n'a pas droit à l'échec, alors, le 28 septembre 2008, à l'occasion du cinquantenaire de notre indépendance coloniale, est née le « Chaval de bataille » par lequel nous mènerons notre lutte et accomplirons notre mission. Ce « Cheval de bataille » se dénomme : **la Ligue des Démocrates Réformistes de Guinée (LDRG).**

B-La Ligue des Démocrates Réformistes de Guinée (LDRG)

« La LDRG est non seulement un mouvement de conscience et de comportement, mais aussi, une force de pression »

I-Un mouvement de conscience : nous sommes une entreprise de réveil. Au vue de l'état de sinistre socioéconomique et démocratique de notre pays, il est urgent de remplacer le « **désespoir et la peur** » par « **l'espoir et la confiance** ». Il est urgent de remobiliser la jeunesse résignée de Guinée. Nous devons nous faire entendre dès maintenant parce que chacun de nos silences est coupable.

La tâche s'annonce longue, semée d'embûches, et apparemment irréalisable. Les résignés de tous bords nous asséneront leurs certitudes de l'invincibilité de l'establishment. Mais rien ni personne ne devra nous décourager, parce qu'aujourd'hui seule l'utopie est raisonnable.

Au sein de la LDRG, il n'y a aucune ambition électoraliste. Nul, pas même son fondateur, n'est autorisé à briguer une responsabilité, dans quelque structure d'élus que ce soit, au nom de la LDRG. Nous sommes un mouvement de conscience et de pression. Nous ne voulons pas le pouvoir. Nous le laissons à ceux qui ont choisi d'en faire leur métier. Mais nous serons toujours là pour leur rappeler leur devoir premier : ***gouverner par le peuple et pour le peuple***. Nous allons nous battre chaque jour pour qu'en Guinée le « **pouvoir de l'amour** » soit plus fort que « **l'amour du pouvoir** ».

La LDRG est ouverte à toutes et à tous, quelle que soit l'appartenance sociale, ethnique ou religieuse. Une exception cependant : elle est interdite aux personnes exerçant une responsabilité d'élus du peuple. Comme aucun membre ne peut se présenter à un scrutin, j'ai décidé cette mesure radicale pour éviter des amalgames fâcheux. Il serait trop aléatoire que, représentant à la fois la LDRG et un parti politique, quelqu'un puisse mener une campagne en parfaite indépendance d'esprit. Rien n'empêche, toutefois, des élus convaincus du bien-fondé de notre mission d'en appliquer les principes sans s'en réclamer officiellement.

II-Un mouvement de comportement : l'une des forces de notre mouvement est le sens de l'autocritique. Nous travaillons sur nous-mêmes et essayons devenir, de jour en jour, la société que nous souhaitons voire émerger en Guinée.

- **D'abord, les membres de la LDRG appartiennent tous au même pied d'égalité à une famille de grand cœur.** Dans les épreuves que chacun rencontre dans sa vie quotidienne, il y aura toujours à portée un(e) ou plusieurs camarades qui lui soutiendront dans chacun de ses combats. Nous nous rendons disponible pour passer du temps avec ceux qui sont en détresse. Nous nous donnons des coups de main et nous nous encourageons mutuellement ;
- **Puis, le respect des autres est l'autre caractéristique des membres de notre mouvement.** En effet, nous prêtons beaucoup plus attention aux autres. Quelles que soient leurs erreurs passées, leur réputation et les préjugés, notre approche des autres est très indulgente. La confiance de prime à abord prend toujours le pas sur la défiance. Ce n'est que par la discussion, le contact et la curiosité que les membres de notre mouvement se fabriquent un jugement définitif ;
- **Enfin, par un travail sur soi, nous essayons de rééquilibrer dans notre vie quotidienne le spirituel, la foi et le matériel.** Pour les membres de la LDRG, la quête de l'enrichissement matériel n'a d'utilité que lorsqu'il ne contribue pas à l'appauvrissement du spirituel et de la foi. Les valeurs humaines sont au cœur de la LDRG.

III-Une force de pression : en tant que force de pression, la LDRG est un mouvement organisé de manière à être à la hauteur de la mission de notre GÉNÉRATION : « *Porter le flambeau du Peuple de 1958 et changer le cours de l'histoire pour permettre aux prochaines générations de fouler la terre promise, cette Guinée démocratique, développée et prospère* ». Cette mission est déclinée en quatre principaux objectifs généraux :

1. ***Doter la Guinée d'une république humaniste et consociative*** : ce sera une république au sein de laquelle la loi sera la seule force suprême reconnue par toutes et tous ; au sein de laquelle tout citoyen guinéen, quelque soit son rang social, pourra, s'il à la volonté, devenir celui qu'il veut être sur ses terres ; Et au sein de laquelle la diversité sera une formidable richesse ;
2. ***Doter la Guinée d'une administration publique moderne permettant d'engager des actions efficaces*** : il s'agit de transformer l'administration publique guinéenne de son état de grosse charge publique en un outil efficace de production et d'action au service des populations et du développement ;
3. ***Doter la Guinée d'un secteur privé dynamique et très compétitif*** : il s'agit de faire de l'initiative individuelle l'un des piliers de l'économie nationale en encourageant l'entrepreneurship, la promotion et l'exportation d'un « *savoir faire guinéen* » ;
4. ***Assurer la présence d'un État Libéral-socialiste fort sur ses prérogatives régaliennes*** : les droits à l'éducation, à la santé, à la sécurité, à une justice équitable et à de saines infrastructures étant des droits garantis pour chaque citoyen guinéen.

Ces objectifs généraux étant vagues, c'est la raison pour laquelle ils sont déclinés à leurs tours en objectifs intermédiaires mesurables qui permettent à chaque acteur (membre et non membre de la LDRG), non seulement d'agir avec de petits gestes utiles, mais aussi, de mesurer l'impact de ses actions sur son environnement immédiat. La LDRG est justement cet appareil qui se charge de coordonner continuellement et de transformer les petits gestes de chaque acteur en une grande œuvre collective. Pour en apprendre plus sur la LDRG, je vous invite à consulter ce lien :

Mes très cher(e)s compatriotes, voilà défini la Mission de notre Génération et le « Chaval de bataille » qui nous mènera au bout de cette Mission. Faites-le confiance, c'est un cheval à la hauteur de la mission historique de notre GÉNÉRATION. Sur ce cheval, il y aura de la place pour toutes les guinéennes et tous les guinéens de notre GÉNÉRATION.

Le projet est insolite et nouveau. Complètement irréaliste, diront certains. Sur ses objectifs à atteindre, peut-être, mais sur son existence sûrement pas. La Ligue des Démocrates Réformistes de Guinée est là et bien là. De plus, elle va s'inscrire dans le

temps. Même si nous ne sommes que relativement peu nombreux pour un début, et que par voie de conséquence notre mission de pression s'avère infime, cependant, l'essence première de la LDRG subsistera toujours : « *le devoir de conscience et de comportement de ses membres à s'améliorer continuellement pour défendre le droit et la dignité de chacun* ».

Mes très cher(e)s compatriotes, soyons réalistes. Il n'y aura pas de miracle. La réussite de la MISSION de notre GÉNÉRATION dépendra non seulement de la force de conviction que vous et moi déploierons au sein de la LDRG, mais aussi, de la détermination de chacun de nous à briser ce cycle infernal d'exploitation et d'humiliation de notre peuple.

Où que vous soyez et quelque soit vos moyens, joignons nos efforts, luttons et marchons main dans la main vers la terre promise : nous vaincrons !

« Que la volonté du Tout Puissant vienne renforcer la volonté et la détermination de notre GÉNÉRATION à accomplir sa MISSION dans l'AMOUR, la PAIX et la SÉRÉNITÉ »

« DIVERSITÉ - LOI - LIBERTÉ »
